

**INTER CLUSTER REGIONAL – HUB SUD-EST
PROVINCE DU TANGANYIKA**

**RAPPORT DE LA MISSION D'ANALYSE DU CONTEXTE
AU SUD DU TERRITOIRE DE NYUNZU
DU 11 AU 21 JANVIER 2022**



01 FEVRIER 2022

OCHA, ACTED, ADMR, ADSSE, AIDES, ADFR, APEF, AVSI, CAFID, CENEAS, CREFE, CR-RDC/UNIRR, IRC, LIDEAS, MDA, PAED, SFCG, TPO, UDASEV, UEFA, WORLD RELIEF

1. CONTEXTE

1.1. Constat de la mission

L'évolution du contexte depuis le 4^{ème} trimestre de 2021 est marquée au Secteur Sud-Lukuga par une amélioration progressive de la cohabitation pacifique entre les Bantu et les Twa. Cela grâce entre autres aux différentes stratégies de zéro discrimination et zéro stigmatisation utilisées par les acteurs humanitaires, lors de leurs interventions à travers différents comités villageois de paix et des comités locaux de protection. Depuis juillet 2021, la Monusco (Section Affaires Civiles) appuie plusieurs organisations dont Search For Common Ground, ADMR, CDJP, CREFE, AIDES et la Monusco via son projet « Nguvu ya kuleta amani » basé sur le pardon, la tolérance et le respect mutuel.

Le Groupement Ngoyi, comprenant les aires de Santé Ngombe-Mwana, Ngoyi et Makumbo arbore quelques indices de stabilité qui se traduisent par : La présence des acteurs de défense et de sécurité ; le retour et la réinstallation depuis novembre 2021 des Chefs coutumiers Ngoyi, Ngombe-Mwana et Mokimbo qui redonne de plus en plus confiance aux déplacés pour amorcer leur retour ; l'acceptance par le Twa des actions mises en place (travailler avec les Bantu dans la relance agricole, adhésion au programme de l'éducation, de la vaccination et intégration de différents comités).

Le Groupement Bayoro comprenant les aires de Santé Mulongo et Lwizi (Ouest), Muhuya (Sud) et Masamba (Nord), quant à lui, connaît depuis le 2^{ème} trimestre de 2020, une stabilité qui a permis le retour de la quasi-totalité de ses habitants sur les axes principaux Nyunzu-Lwizi, Nyunzu-Kalombo et Nyunzu-Muhuya.

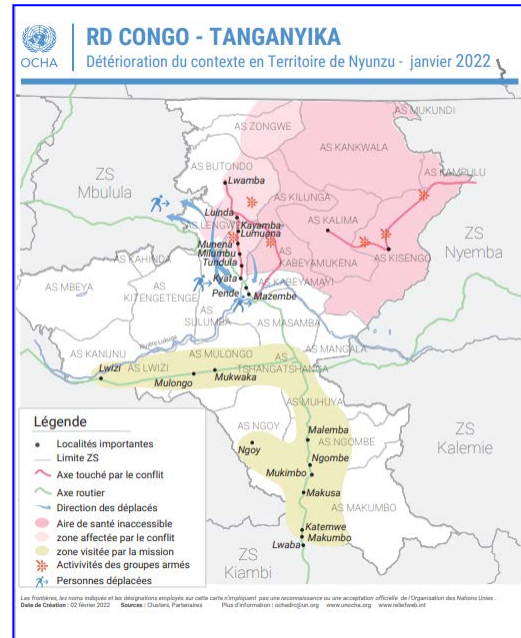
La stabilité qui pointe à l'horizon des axes précités préfigure un environnement favorable aux activités de résilience dans la zone du Sud Nyunzu. Toutefois, la durabilité de cette stabilité dépendra de la gestion par les autorités tant territoriales que provinciales des issues des pourparlers engagés en décembre par une organisation non gouvernementale qui a soulevé d'énormes attentes de la part des communautés locales et également de la gestion du conflit intercommunautaire qui a éclaté le 1^{er} janvier 2022 dans l'Aire de Santé de Kabeke, Zone de Santé de Kiambi.

1.2. Tentatives de médiation

Les autorités territoriales ont fait part à la mission des tentatives des pourparlers avec des seigneurs de guerre engagés en décembre 2021 tant au sud qu'au nord de Nyunzu par l'ONG Initiative pour un Leadership Cohésif (ILC) venue de Kinshasa.

Les autorités territoriales ont fait part à la mission des tentatives des pourparlers avec des seigneurs de guerre engagés en décembre 2021 tant au sud qu'au nord de Nyunzu par l'ONG Initiative pour un Leadership Cohésif (ILC) venue de Kinshasa.

Cette ONG a rencontré tour à tour en décembre 2021, des seigneurs de guerre tant au sud qu'au nord et ces derniers auraient manifesté leurs désirs de renoncer aux hostilités



La mission considère que ces tentatives des médiations, sans une planification préalable ni une implication en amont des principaux acteurs comme la Monusco et le partage correct d'information avec la communauté humanitaire, présentent un certain nombre des risques quant à la protection des civils et à la sécurité des acteurs humanitaires. Il y a également un risque élevé de confusion entre les actions d'ILC, qui s'est présenté à la communauté comme une ONG et les interventions d'autres acteurs humanitaires.

1.3. Persistance de la pression des Groupes Armés au Secteur Nord Lukuga

Des sources militaires ont rapporté une incursion d'une centaine d'hommes armés des fusils, tôt le matin du 14 janvier 2022, dans le village Nyemba situé à 4 km à l'O de Kabeya-Mayi (axe Lengwe), lors de laquelle plusieurs maisons ont été incendiées et des biens de populations pillés. Quelques symboles de l'Etat auraient été particulièrement visés lors de cette incursion : tirs cadrés sur la position des FARDC, humiliation du Sous Proved et de son Assistante pris en otages parmi les passants et déshabillés publiquement, destruction d'un lot des Diplômes d'Etat de trois sessions passées transportés par le Sous Proved. C'est grâce au renfort militaire venu de Kalombo et d'un groupe d'auto-défense constitué des jeunes en arme blanche en provenance de Kalombo et de Kabeya-Mayi, que le calme a été rétabli à Nyemba, des heures plus tard. Selon les communautés locales de Nyemba, dans leur fuite ces bandits ont également pillé plusieurs biens dans les villages Koswelumbu et Mutabu. Prise de panique, tous les habitants des villages Mulenda, Nyemba, Mutabu et Koswelumbu, estimés à 1 172 personnes, se sont déplacés, les uns vers Kabeya-Mayi (Nyemba et Mulinda) et les autres vers la forêt (Mutabu et Koswelumbu). Le 17 janvier, la mission a noté qu'environ 70% des déplacés ont regagné leurs domiciles.

Selon les autorités militaires de Nyunzu, la zone comprise entre Kabeya Mukena et Kalima est en proie à l'insécurité causée par la présence des hommes armés, depuis plusieurs années. L'Armée congolaise aurait même identifié trois regroupements des hommes armés se trouvant en brousse dont certains chercheraient à se rendre aux autorités. L'absence de mécanisme pour leur accompagnement dans le cadre de DDRC-S constitue encore un blocage à leur reddition. Les autorités tant civiles que militaires confirment le retour à Kahendwa de trois chefs ainsi que leurs dépendants, mais la population observe encore avant d'emboîter les pas à leurs chefs.

1.4. Dynamique des redditions

Toutefois, en marge de toutes ces tentatives de pourparlers et grâce à la campagne de sensibilisation menée dans divers endroits par certains chefs Twa, les autorités ont signalé de petites vagues successives de reddition des miliciens Twa, observées au nord du territoire sur l'axe Kalima – Kisengo. Pendant que plusieurs sources parlent d'environ 34 miliciens et 15 dépendants sortie entre le 23 décembre 2021 et le 03 janvier 2022, les autorités se refusent d'avancer un quelconque chiffre en l'absence d'actions officielles d'identification des ex-miliciens et également en l'absence d'un programme DDR-CS de leur accompagnement et d'un plan de reddition comprenant des orientations pour leur amnistie et leur désarmement.

Dans l'hypothèse de la confirmation de ces redditions et en prévision d'autres et dans le souci de préserver le caractère civil et humanitaire des sites des déplacés, la mission a fait un plaidoyer auprès des autorités (militaires et politico-administratives) de Nyunzu pour une nette séparation des civils et de combattants. Les autorités militaires de Kalombo planifient de mettre en place un mécanisme de filtrage lors d'éventuels redditions qui permettra la séparation des civils des combattants. Cette question mérite un meilleur suivi du Cluster Protection.



1.5. Plaidoyer des autorités

Les autorités du Territoire plaident auprès de la communauté humanitaire pour la mise en place d'un projet d'Alerte précoce à travers l'implantation des radios phonie au niveau de chaque Aire de Santé, afin de garantir un meilleur suivi de l'évolution du contexte tant au nord qu'au sud du Territoire.

2. SITUATION HUMANITAIRE GLOBALE DANS LES ZONES EVALUEES

2.1. Mouvement de population

2.1.1. Déplacement

- Le 05 janvier 2022, 8 villages de Lwizi (Mitamba, Gare, Katanga, Mulea, Madjindji, Twikilwe, Kiyabo et Kivula, Aire de Lwizi, ZS Nyunzu, ont accueilli environ 549 ménages des personnes déplacées internes venues des villages Mamba, Nyemba 1, Nyemba 2, Maloba et Luuhi, du Groupement Maloba en Territoire de Kabalo. Ces personnes ont fui une altercation à Mamba, qui avait rapidement dégénéré en fusillade et qui était partie d'une querelle entre les militaires FARDC ivres et des civils autour d'innombrables tracasseries militaires dont sont victimes les populations civiles du Groupement Maloba. Le poids démographique de ce mouvement qui représente plus de 38% (549 sur 1 426 ménages) risque d'entraîner des conséquences économiques et d'accentuer la vulnérabilité des habitants de Lwizi déjà affectés par la pourriture à grande échelle de leurs cultures de manioc ainsi que la mauvaise récolte du maïs et des arachides. Les PDI quant à eux, expriment des craintes de représailles de la part des militaires et ne sont pas prêts à retourner dans l'immédiat vers leurs villages d'origine.

Village	Habitants (ménages)	Ménages PDI arrivés 02 – 05/01	Poids démographique Des PDI/Hab en %	Provenance
Mulea	105	35	33 %	Mamba, Maloba, Nyemba 1, Nyemba 2, Luuhi (Groupement Maloba, AS Lwala, ZS Kabalo)
Madjindji	211	65	31 %	
Mitamba	252	103	41 %	
Gare	359	111	31 %	
Twikilwe	170	57	34 %	
Katanga	198	84	42 %	
Kivula	21	30	143 %	
Kiyabo	110	64	58 %	
TOTAL	1 426	549	38,5 %	

- Un déplacement de très courte durée (déplacement le 14/01 et retour le 17/01) de 1 172 personnes a été observé dans les villages de Mulenda, Nyemba, Mutabu et Koswelumbu à la suite de l'incursion d'une centaine d'éléments Apa na Pale, le 14/01, au village de Nyemba (4 km O de Kabeya-Mayi). Bien que le déplacement soit de très courte durée, les habitants ont perdu leur AME (emportés ou détruits), leurs Abris (incendiés), leurs stocks des vivres (emportés). Ces personnes ont urgemment besoin d'une assistance en AME et Abri. ADSSE avec l'appui du FH-RDC les a ciblés pour les foires alimentaires.

Points d'action :

- Fournir une assistance multisectorielle d'urgence aux 549 ménages nouvellement arrivés à Lwizi en provenance de Mamba ainsi qu'à leurs familles d'accueil ainsi qu'aux 235 ménages affectés dans les villages de Mulenda, Nyemba, Mutabu et Koswelumbu. **(CORAH, ICR)**



2.1.2. Retour

Dans le Secteur Sud Lukuga, le Groupement Bayoro comprenant les Aires de Santé Mulongo et Lwizi (Ouest) ; Muhuya (Sud) et Masamba (N) L'axe Ouest, connaît, depuis le deuxième trimestre de 2020, une stabilité qui a permis le retour de la quasi-totalité de ses habitants résidant sur les axes principaux Nyunzu-Lwizi, Nyunzu-Kalombo et Nyunzu-Muhuya. Ces axes représentent un environnement favorable aux activités de résilience.

GROUPEMENT	AIRE DE SANTE	MENAGES RETOURNES	PERSONNES RETOURNEES
Bayoro	Mulongo	637	3 021
	Lwizi	1 569	6 827
	Masamba	1 300	6 433
Tot Bayoro		3 506	16 281
Balumbu	Muhuya	1 212	5 835
	Ngombe	765	3 962
	Ngoy	631	3 063
	Makumbo	637	3 021
Tot Balumbu		3 245	15 881
Totaux		6 751	32 162

Selon les données de la DTM¹, on trouve 32 162 personnes retournées dans les – Aires de Santé visités par la mission (Mulongo, Lwizi, Masamba, Muhuya, Ngombe, Ngoy et Makumbo). Parmi ces personnes retournées dans les 36 derniers mois, le rapport signale environ 11 000 retournées entre mars 2020 et septembre 2021.

2.2. Perception de la réponse humanitaire

- La perception des interventions humanitaires par les bénéficiaires varie d'un axe à un autre et d'une intervention à un autre ;
- Sur l'axe Sud, Nyunzu-Ngombe-Ngoyi et Ngombe-Makumbo :
 - ✓ Les habitants ont généralement une bonne perception de la réponse humanitaire fournie dans le cadre de la Protection à travers les comités villageois de paix ; la Santé (Réhabilitation des FOSA et Cliniques mobiles) ; les AME, Sécurité Alimentaire (Intrants agricoles pour la Relance Agricole et Ration Alimentaire pour la protection de semences) ;
 - ✓ Pour la Ration Alimentaire de protection de semence, ils ont déploré l'écart de deux semaines entre la réception des semences et les vivres, le conduisant à consommer une partie de semences ; pour le WASH, il y a des latrines non achevées dans les villages après Ngombe-Mwana ;
- Sur l'axe Ouest, Nyunzu-Lwizi : les bénéficiaires ont décrié la hausse des prix du simple au triple et la mauvaise qualité des denrées et semences (faible pouvoir germinatif) proposées lors des foires ; l'éloignement des points d'eau (4 km du village à Mulongo) ; faible réactivité des acteurs humanitaires vis-à-vis de leurs plaintes ; faiblesse des actions en éducation ;
- Sur l'axe Nord, Nyunzu-Kalombo : les bénéficiaires ont déploré le cas des ouvrages WASH inachevés à Kalombo.

¹ DTM_Évaluation des villages_République démocratique du Congo - Province du Tanganyika_6ème cycle, septembre 2021



Points d'action : ICR

- Dans le cadre de la redevabilité, il est demandé à l'ICR de faire un suivi sur les différentes plaintes remontées par les bénéficiaires.

2.3. Besoins humanitaires prioritaires

2.3.1. Protection

Les différentes stratégies de zéro discrimination et zéro stigmatisation utilisées par les acteurs humanitaires lors de leurs interventions ainsi que les actions de sensibilisation menées à travers différents comités villageois de paix et des comités locaux de protection mis en place par les organisations comme Search For Common Ground, ADMR, CDJP, CREFE, AIDES et la Monusco via son projet « Nguvu ya kuleta amani » basé sur le pardon, la tolérance et le respect mutuel, entraînent une amélioration progressive de la cohabitation pacifique entre les Bantu et les Twa.

Un effort reste à fournir dans le cadre de la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre, car, il persiste une réticence des femmes Twa de dénoncer des cas de GBV dont elles sont victimes. Selon des informations recueillies auprès des communautés, il existerait environ 17 femmes fistuleuses sur les axes Ngombe-Ngoyi et Ngombe-Makumbo qui hésitent de se présenter aux structures sanitaires, n'étant pas mieux informées sur le circuit de prise en charge. En novembre 2021, MDA a facilité le transfert de 5 femmes fistuleuses de Ngombe-Mwana (4) et Makumbo (1) pour des réparations à Nyunzu. Il y a également une faible implication des femmes dans la prise de décision et de la gestion des ressources des ménages dans le Secteur du Sud Lukuga.

Présence de 25 ENA, dont 21 arrivés à Lwizi le 5 janvier 2022 et 4 qui sont à Katemwe. 75 EAFGA identifiés à Katemwe (43) et Ngoyi (32).

Points d'action : Cluster Protection

- Dans le souci de garantir le caractère civil et humanitaire des sites, établir un contact avec les autorités militaires et collaborer avec elles dans la mise en place du mécanisme de filtrage qui permettra la séparation des civils et des combattants lors d'éventuelles redditions.
- Mise en place du processus IDTR pour la réunification des ENA qui existent dans cette zone ; d'un plan d'accompagnement psychosocial et la réinsertion scolaire et professionnelle pour les filles et garçons et d'un plan de prévention contre la séparation familiale pendant les périodes d'urgences ou d'une crise humanitaire ;
- Renforcer les activités du Monitoring de Protection ;
- Inclure les préoccupations touchant à la redevabilité des acteurs humanitaires œuvrant dans le Secteur du Sud Lukuga dans la feuille de route « Do no Harm » avant sa validation par le CRIO.

2.3.2. Sécurité Alimentaire

- La chaîne des valeurs en sécurité alimentaire (production, consommation, évacuation, conservation, transformation et commercialisation) a été détruite durant les années des conflits. Ainsi, la population vivant sur les axes visités éprouve des difficultés à la reconstituer. Les activités réalisées dans le cadre de la relance agricole par le PAM, la FAO, World Relief et NRC appuient la production et la conservation des produits alimentaires ; PAM, OIM et CONCERN appuient la réhabilitation des ouvrages (ponts) et des routes de dessertes agricoles. Pas de marché ni unité de transformation sur les axes visités.



- Persistance de l'insécurité alimentaire et perturbation de l'économie des ménages à la suite de la pourriture à grande échelle du manioc et de la mauvaise récolte du maïs et des arachides due aux aléas climatiques malgré l'appui à la relance agricole apporté sur tous les axes par les acteurs comme la FAO, le PAM, World Relief, NRC ;
- Par manque des unités de transformations (moulins), les bénéficiaires de l'appui en relance agricole éprouvent d'énormes difficultés pour transformer leurs produits de récoltes (maïs, manioc) ;
- Les membres de différentes communautés locales évaluées n'arrivent toujours pas à sécuriser leurs économies des ménages, malgré les multiples appuis reçus à travers différents programmes de relance agricole, par exemple les organisations paysannes appuyés et encadrés par la FAO ;
- Conflit des limites des terres est récurrent entre les villages Kisala et Nyangwe au niveau de Lwizi (LTP) ;



Cultivatrice de Mukwaka. Janv 2022. Photo Prince CR-RDC

Points d'action au Cluster Sécurité Alimentaire :

- Mobiliser des ressources additionnelles pour permettre aux acteurs intervenant en Sécurité Alimentaire de créer un lien étroit entre les activités menées en urgence et celle de la résilience en vue de permettre à la population de reconstituer la chaîne de valeur et garantir sa sécurité alimentaire.
- Mener un plaidoyer fort auprès du Gouvernement et de ses partenaires d'appui pour mener une étude sur la pourriture du manioc.
- En attendant les résultats de l'étude, appuyer et renforcer la production des cultures alternatives (maïs, riz).

2.3.3. Articles Ménagers Essentiel et Abris

Il a été constaté sur les deux axes Ngoy et Makumbo que la plupart des articles ménagers essentiels reçus ont été vendus pour subvenir aux besoins de santé et de nourriture. Seuls les bâches, les pagnes et les nattes sont encore là dans la plupart des ménages bénéficiaires. En ce qui concerne les abris, toutes les huttes sont en chaumes mais grâce à la dernière assistance de la CR-RDC les huttes sont couvertes par les bâches.

Points d'action au Cluster et GT AME

- Coupler l'assistance en AME à celle des vivres, semences (Paquet SECAL), paquet santé, pour qu'il y ait impact de l'aide.
- Un plaidoyer aussi pour les ménages des villages situés entre Muhuya et Mwaluka enregistrés par ACTED, mais non encore servis en AME.



POI de Mamba nouvellement arrivés à Lwizi-Katanga (05.01.2022) / Photo François DCSA

2.3.4. Santé et Nutrition

- Situation acceptable des infrastructures au niveau des formations sanitaires (FOSA). La réhabilitation des CS Ngombe-Mwana et Ngoyi en cours par AIDES, mais il se pose un problème d'équipement (tables, lits, table d'accouchement, etc.) et du matériel.



- La désinformation véhiculée sur les réseaux sociaux au regard de la vaccination contre la pandémie du COVID-19 a affecté négativement les communautés Bantu qui refusent la vaccination de routine alors que les Twa y adhèrent massivement selon les IT rencontrés aux CS Mulongo, Lwizi, Ngombe, Ngoyi et Makusa ;
- Situation nutritionnelle préoccupante : nouveaux cas de MAS et de MAM chez les enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes signalés après la rupture de l'appui pour la lutte contre la MAS par les acteurs comme MDA en septembre et la malnutrition aigüe modérée par AVSI en décembre 2021. La grève du personnel soignant n'a pas permis également à la mission de disposer des statistiques fiables.

Points d'action aux Clusters Santé et Nutrition :

- Poursuivre l'appui de différentes FOSA en médicaments et matériels ;
- Poursuivre le programme des Cliniques Mobiles ;
- Assurer la continuité et éviter des fréquentes interruption dans la prise en charge de la malnutrition.

2.3.5. Eau, Hygiène et Assainissement

Le nombre des points d'eau potable reste encore insuffisant par rapport au besoin réel de la population sur les axes du sud et de l'ouest. Dans les villages Kazana et Kasongo sur l'axe Lwizi, la population utilise les eaux stagnantes de pluie pour la vaisselle (observation faite lors de mission). Nombre très limité des latrines hygiéniques dans des ménages sur les axes visités. Besoin de réhabilitation des latrines dans les écoles à Ngombe-Mwana, Malemba, Mulongo, Kasongo, Lwizi, ... et de sensibiliser la population sur le changement de mentalité pour construire les latrines dans leurs villages sur la méthode d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC). Les incinérateurs existant dans les FOSA nécessite la réhabilitation et pas de broyeur de déchets solides dans toutes les FOSA.

La population a également déploré le cas des ouvrages WASH inachevés sur les axes Ngombe – Ngoyi et Ngombe – Makumbo (Sud) et à Kalombo (Nord) ainsi que l'éloignement des points d'eau construits par les Acteurs humanitaires comme la source de Mulongo située à 4 kilomètres du village (Ouest).

Points d'action au Cluster

- Renforcer la sensibilisation de la population sur le changement de mentalité pour construire les latrines dans leurs villages sur la méthode d'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) ;
- Dans le cadre de la redevabilité, rappeler aux acteurs l'impérieuse nécessité d'achever les ouvrages abandonnés dans les axes.

2.3.6. Education

- 7 322 élèves dont 3 331 filles (45,5 %) étudient dans 36 écoles primaires sur l'axe Nyunzu – Lwizi (25) et sur l'axe du sud (11). Parmi eux, on compte 5 416 enfants Bantu (74 %) contre 1 906 élèves Twa (26 %) ;
- Les écoles situées sur l'axe de Kalamba – Ngombe Ngoyi et Ngombe – Makumbo restées longtemps non fonctionnelles à cause des conflits, n'ont repris qu'à la rentrée scolaire d'octobre 2021 et ont besoin d'un accompagnement par les partenaires d'appui à l'éducation ;
- Sur cet axe du sud, l'EP Malungu à Ngoyi a été détruite lors des conflits ; EP Nyunzu à Kalamba et EP Makumbo n'ont pas de bâtiment scolaire ; le toit de la direction de l'EP Kalala-Nzovu à Ngombe-Mwana a été emporté par un vent violent ; les EP Kalala-Nzovu, Mokimbo et NgombeZaire ont d'assez bons bâtiments ; EP Luyeye fonctionne à Muhuya ; Toutes ces écoles



n'ont pas des latrines hygiéniques, manque des pupitres, manque des fournitures des bureaux des manuels scolaires et des fournitures pour élèves, besoin de renforcement de capacité des enseignants sur le nouveau programme National, etc.

- Sur l'axe Nyunzu – Lwizi, En dehors de l'EP Maman Kibawa de Kinkanyanga et l'EP Mbeya de Lwizi-Katanga, toutes les autres sont en chaumes et délabrées, donnant aux parents des lourdes tâches de reconstruction chaque année ; pas des latrines hygiéniques (Sauf L'EP KITUKU 1 qui a 10 portes de latrines), manque des pupitres, manque des fournitures des bureaux des manuels scolaires et des fournitures pour élèves, besoin de renforcement de capacité des enseignants sur le nouveau programme National, etc.
- Fréquentation scolaire : Le Chef de la Sous Division Educationnelle Nyunzu I a signalé une baisse de 10 % de la fréquentation scolaire dans sa juridiction éducationnelle, faisant passer les effectifs des élèves du primaire de 26 517 en 2020-2021 à 23 844 en 2021-2022.

Points d'action au Cluster

- Mener un plaidoyer auprès des partenaires d'appui en éducation pour la construction ou la réhabilitation des écoles primaires sur les axes visités ;
- Distribution des fournitures et manuels scolaires ;
- Renforcement des capacités des enseignants ;
- Plaidoyer auprès du PAM pour l'instauration du Programme des Cantines Scolaires afin d'améliorer le taux de scolarisation et de fréquentation en baisse à la Sous Division Educationnelle de Nyunzu I entre 2020-2021 et 2021-2022.

3. ACCES :

3.1. Accès sécuritaire : L'accès sécuritaire vers l'ouest et le sud de Nyunzu s'est nettement amélioré, depuis les perturbations du 1^{er} trimestre 2020. Néanmoins, les acteurs de protection doivent renforcer le monitoring sur ces axes, surtout la partie de l'axe Ngombe – Makumbo afin d'alerter sur une moindre détérioration à la vue des récents développement de la situation dans le nord du territoire voisin de Manono (AS Kabeke).

3.2. Accès physique : Malgré la présence de nombreux borbiers en cette saison des pluies, les axes visités restent accessibles aux véhicules et aux motos. Le pont Lwizi, construit par le PAM a été ouvert à la circulation facilitant l'accès entre Nyunzu et Kabalo.

4. COORDINATION :

- La réunion du Cadre de Concertation Humanitaire avec les autorités a été organisée le 20 janvier 2022 lors de laquelle les acteurs humanitaires ont insisté sur la nécessité de renforcer la présence des acteurs de défense et de sécurité au sud de Nyunzu afin de maintenir la stabilité qui s'y observe.
- Lors de la mission, 89 personnes (dont 25 femmes) ont été sensibilisées à Nyunzu, Lwizi, Ngoyi et Katemwe sur la prévention contre l'exploitation et les abus sexuels et la dissémination de la liste des points focaux PEAS ainsi que de code de conduite. Ces personnes étaient constituées des autorités, leaders communautaires, société civile.



5. POINTS D' ACTIONS PRIORITAIRES

Responsable	Points d'actions prioritaires
ICR / CRIO	<ul style="list-style-type: none"> Poursuivre l'assistance d'urgence sur les axes du sud : Ngombe – Ngoy et Ngombe – Makumbo ; Encourager les interventions du type résilience sur les axes ouest Nyunzu – Lwizi et nord : Nyunzu – Kalombo. Dans le cadre de la redevabilité, il est demandé à l'ICR de faire un suivi sur les différentes plaintes remontées par les bénéficiaires concernant les ouvrages inachevés, la hausse des prix ainsi que qualité des articles proposés dans les foires. Partant de l'évolution du contexte dans le Sud Lukuga, orienter les prises de décisions permettant aux acteurs humanitaires de créer des liens entre les activités d'urgence et celles de la résilience ;
MONUSCO	<ul style="list-style-type: none"> Faire un suivi des actions de médiation en cours en Territoire de Nyunzu et partager la suite avec les acteurs humanitaires ;

